

EDITO - Un crime du pouvoir socialiste

29 octobre 2014 / [Hervé Kempf \(Reporterre\)](#)



Le décès de Rémi Fraisse au Testet est le résultat d'un crime : celui des responsables socialistes qui ont piétiné la loi et la démocratie pour ne laisser d'autre issue que la violence.

Tribune publiée initialement lundi 27 octobre 2014.

Le drame qui s'est déroulé près d'une rivière où, voici quelques semaines, s'épanouissait une

forêt vivante, n'est pas un accident. C'est un crime.

On peut maintenant assurer définitivement qu'une grenade lancée par les forces de « *l'ordre* » a touché mortellement le jeune Rémi Fraisse. Les témoignages que nous publions incitaient à le penser, les déclarations du procureur de la République, hier, l'a confirmé.

Il faut aller plus loin : la mort de ce jeune homme résulte de l'obstination criminelle de hauts responsables qui ont, contre l'évidence et en piétinant l'esprit de la loi, conduit à une situation où la seule issue était la violence, une violence savamment entretenue par une police à qui l'on a lâché la bride.

Rappelons divers faits, amplement **documentés par Reporterre** et par les collectifs de sauvegarde de la zone humide du Testet :

- ▶ l'enquête publique avait conclu à un avis favorable, SOUS RESERVE d'un avis positif du Conseil National de Protection de la Nature. Or, celui-ci a rendu un avis nettement défavorable ;
- ▶ les travaux de défrichage se sont déroulés sans autorisation préalable de défrichage ;
- ▶ les opérations obligatoires de diagnostic archéologique préalable ont été oubliées ;
- ▶ le conflit d'intérêt est manifeste, puisque la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne a établi l'étude concluant à la nécessité des travaux, alors que c'est elle qui doit les réaliser.

Par ailleurs, l'action de la police a été extrêmement violente depuis la fin août. De **nombreux témoignages** attestent de cette violence souvent gratuite, à l'encontre d'opposants installés sur la Zad **essentiellement non-violents**. Plusieurs des opposants ont certes, à l'occasion, lors des affrontements de début septembre, lancé des projectiles et parfois des cocktails molotov contre les forces de police. Mais l'esprit dominant, aussi bien sur la Zad que parmi les collectifs, était, avant le 25 octobre, à la non-violence, comme l'attestent **reportages et témoignages**. La répression provocante menée par gendarmes et CRS à l'encontre de manifestants ou d'occupants pacifiques ne pouvait que viser à susciter des réactions violentes - servant d'alibi à la répression - chez les opposants.

Et par ailleurs, on traitait par le mépris ceux qui, s'engageant pacifiquement, mais au péril de leur santé, ont fait plus de **cinquante jours de grève de la faim** afin, simplement, d'obtenir... un

débat.

L'obstination du président PS du Conseil général du Tarn, Thierry Carcenac, à mener les travaux quoi qu'il puisse en coûter, avec l'appui du préfet et du premier ministre Manuel Valls, est bien criminelle : elle a conduit à la mort d'un homme.

On sait la tactique suivie par les promoteurs de ce projet inutile et imposé : aller le plus vite possible pour réaliser le barrage. Ensuite, la justice pourrait bien juger de son illégalité, le barrage serait là, inamovible.

Ce mépris de la loi, de la démocratie, du droit des citoyens, a conduit au trépas d'un jeune homme, et c'est un crime.

Ses auteurs - M. Carcenac, M. Valls qui l'a soutenu, tous ceux qui se sont tus parmi les responsables politiques en situation de peser - portent aussi une terrible responsabilité historique : en continuant à se comporter ainsi, ils alimentent le dégoût de nos concitoyens et concitoyennes pour les pouvoirs politiques, ils encouragent la montée de l'extrême-droite, ils préparent des lendemains dramatiques à ces journées de deuil.

On peut revenir en démocratie. Laisser la vérité émerger sur les circonstances du décès de M. Fraisse. Suspendre durablement les travaux, le temps de réfléchir, de dialoguer, et d'étudier. Reprendre le contrôle de la police.

Les responsables du crime se grandiraient en prenant ce chemin.

Source : Hervé Kempf pour *Reporterre*.

Illustration : [Pixabay](#)

Lire aussi : *Testet : Rémi Fraisse a été touché par une grenade*

Cet article a été réalisé par un journaliste professionnel et a entraîné des frais. Merci de soutenir *Reporterre* :



- Emplacement : Accueil > Édito >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/EDITO-Un-crime-du-pouvoir>